

Quatrième partie

La recherche sur la corruption

8 Introduction

Robin Hodess¹

Si les 23 articles sur la recherche qui figurent dans le *Rapport mondial sur la corruption* de cette année ne représentent qu'une faible portion des travaux en cours, ils démontrent néanmoins les progrès remarquables réalisés par les chercheurs dans le domaine de la corruption. Il est essentiel que ces efforts de recherche innovants soient connus, aussi bien des acteurs de la lutte contre la corruption, pour qu'ils puissent mettre les conclusions en pratique, que des autres chercheurs. Quelles tendances ressortent de cette étude empirique de la corruption ?

La corruption et les pauvres

Les recherches sur lesquelles se fonde le *Rapport mondial sur la corruption 2005* confirment que la corruption porte préjudice aux couches les plus pauvres de la société, en imposant les coûts les plus élevés à ceux qui peuvent le moins se les permettre. Le Baromètre mondial de la corruption de Transparency International (page 306) quant à lui montre que la corruption frappe de plein fouet les pauvres et que ces derniers sont les plus septiques en ce qui concerne les niveaux futurs de corruption. L'enquête nationale mexicaine sur la corruption et la bonne gouvernance (page 315) révèle que le coût des pots-de-vin est particulièrement élevé pour les pauvres, alors que l'indice de corruption du Kenya (page 312) indique que les services publics sont fréquemment refusés à ceux qui ne peuvent pas verser les pots-de-vin qui leur sont réclamés. Autrement dit, la corruption impose une taxe régressive aux pauvres, en particulier lorsqu'elle intervient dans les activités ordinaires des citoyens, qu'il s'agisse de régler les infractions au Code de la route ou d'accéder aux réseaux de distribution (eau, gaz, etc.).

Corruption et bonne gouvernance

Dans les débats sur les politiques de bonne gouvernance, la lutte contre la corruption est considérée comme primordiale. Sarah Repucci (page 322) rend compte d'un nouvel outil de Freedom House – appelé « Countries at the Crossroads » – qui a servi à évaluer divers aspects de la performance des pouvoirs publics dans trente pays mal classés dans d'autres enquêtes de Freedom House. Il est frappant de constater que, parmi tous les indicateurs liés à la gouvernance, la transparence des pouvoirs publics et leurs efforts pour lutter contre la corruption étaient les plus faibles. Cette constatation met en évidence le besoin urgent d'aider les pays pauvres à élaborer des systèmes d'intégrité, ce que s'efforce justement de faire Transparency International.

Une grande partie des recherches présentées dans le *Rapport mondial sur la corruption* porte sur les institutions du secteur public. Au Kenya, par exemple (page 312), la police obtient une très mauvaise cote tandis que, dans les États insulaires du Pacifique, les ombudsmen sont considérés comme inefficaces (page 309). Dans une étude sur les victimes de la criminalité fondée sur des enquêtes entreprises dans neuf pays d'Amérique latine, Mitchell Seligson (page 355) indique que les victimes de la corruption dans le secteur public se retrouvent avant tout dans le système d'éducation et dans les interactions avec les municipalités. La transparence budgétaire a récemment fait l'objet de travaux de recherche reposant sur des données de plus en plus fournies (page 351). Fundar, le groupe de réflexion mexicain, a évalué la transparence budgétaire dans dix pays d'Amérique latine et créé un indice basé sur les résultats obtenus.

Corruption, criminalité et confiance

Un nouveau domaine de recherche important à des fins d'orientation stratégique porte sur le lien entre la corruption et les autres crimes. Omar Azfar (page 358) constate que plus le taux de corruption est élevé, plus le niveau des homicides et des vols est également élevé. Pour Rodrigo Soares (page 362), la corruption est aussi liée au taux de signalement de la criminalité : plus le niveau perçu de corruption est élevé, moins il est probable que les crimes soient signalés. Cela entraîne des conséquences importantes en termes politiques, étant donné que la confiance du public dans les institutions, en particulier dans la police, est indispensable pour que l'on ait un système efficace de lutte contre la corruption. En effet, Eric Uslaner indique que les niveaux de confiance d'une société ont une incidence considérable sur la corruption (page 332). Mais le lien entre la corruption et la criminalité pourrait s'avérer important à d'autres niveaux : ceux qui luttent contre la corruption pourraient obtenir un meilleur appui du public en démontrant clairement que réduire la corruption permet aussi de réduire la criminalité.

La corruption et le milieu des affaires

Plusieurs études évaluent les liens qui existent entre la corruption et le milieu des affaires en analysant le commerce et les investissements, ainsi que la probabilité qu'une entreprise verse des pots-de-vin (Larry Chavis, page 383 ; Cheryl Gray et James Anderson, page 343). Une grande partie de ces travaux révèle les coûts élevés de la corruption, à la fois pour les entreprises et pour l'économie tout entière. Klaus Uhlenbruck *et al.* (page 376) ont examiné les projets d'infrastructure de télécommunications dans les pays en développement et ont trouvé que plus la corruption était omniprésente, plus les investissements étrangers avaient tendance à être à court terme par nature. Mohsin Habib et Leon Zurawicki (page 380) ont également constaté que la corruption freine les investissements directs étrangers et que les entreprises cherchant à investir à l'étranger ont beaucoup de difficultés à gagner la confiance de partenaires commerciaux potentiels si elles sont originaires de pays à haut niveau de corruption.

La corruption, genre et environnement

Les recherches effectuées pour le rapport de cette année viennent s'ajouter aux recherches présentées dans le *Rapport mondial sur la corruption* des années précédentes sur les liens entre la corruption et l'appartenance à l'un ou l'autre sexe et entre la corruption et l'environnement. Les recherches de Hang-En Sung sur le sexe (page 370) confirment d'autres conclusions (Mukherjee et Gokcekus. dans le *Rapport mondial sur la corruption 2004*) selon lesquelles l'augmentation de la proportion de femmes au gouvernement ne réduit pas la corruption. Heinz Welsch (page 373) fournit les résultats d'une étude sur les liens entre la corruption et l'environnement, et conclut en disant que la corruption accroît la pollution et que les dégâts sont particulièrement élevés dans les pays à faible revenu.

Peut-on éliminer la corruption ?

Compte tenu de ces nombreux effets néfastes de la corruption, la bonne nouvelle que nous présentent les travaux de recherche entrepris ici est qu'il est possible de réduire le niveau de corruption. Un certain nombre de projets de recherche semblent indiquer – malgré d'importantes exceptions – que le niveau de la corruption a baissé (Indice de corruption du Kenya 2004, page 312 ; Enquête nationale mexicaine sur la corruption et la bonne gouvernance, page 315). La comparaison faite par Cheryl Gray et James Anderson (page 343) entre deux importantes enquêtes sur les entreprises révèle une chute récente de la corruption dans de nombreux pays en transition particulièrement touchés par la corruption dans les années 1990. Si ces séries chronologiques en sont encore à un stade précoce, elles sont importantes car elles fournissent des points de repère permettant d'évaluer les progrès.

Plusieurs des projets de recherche se concentrent sur les méthodes particulières pour réduire la corruption. Wayne Sandholtz et Mark Gray (page 339), par exemple, montrent que l'intégration d'un pays au système international, par l'adhésion à des organismes internationaux et un degré avancé d'intégration économique, se traduit par un taux de corruption inférieur. La recherche expérimentale (passée en revue par Jens Andvig, page 335) est un nouveau domaine permettant de mettre les politiques de lutte contre la corruption à l'épreuve. Les expériences laissent entendre que des mesures incitatives, tant « positives », comme de meilleurs salaires, que « négatives », comme de sévères sanctions, peuvent limiter la corruption et que l'engagement envers une organisation peut jouer un rôle encore plus important que des mesures incitatives.

Rôle des enquêtes pour comprendre la corruption

Un grand nombre des conclusions présentées dans le *Rapport mondial sur la corruption* sont fondées sur les résultats d'enquêtes : soit des enquêtes auprès des ménages (par exemple, au Kenya, page 312), soit des évaluations d'experts (par exemple, Helena Hofbauer, page 35). Pour certains des travaux de recherche de Transparency International, les enquêtes ont été commandées spécifiquement pour évaluer certains aspects

de la lutte contre la corruption. D'autres enquêtes sont plus générales (comme les sondages sur les victimes de la criminalité ou le milieu des affaires) mais incluent des questions liées à la corruption. L'une de ces études visait à comparer les enquêtes auprès des ménages et les évaluations d'experts (Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, page 365) et laisse entendre qu'il existe peut-être une différence systématique entre les deux. Alors que les enquêtes auprès d'experts demeureront une importante source pour comprendre les perceptions de la corruption, cette conclusion souligne l'importance des instruments de recherche visant les ménages et basés sur l'expérience.

La recherche qualitative atteint de nouveaux niveaux d'analyse

Si la plupart des articles de ce rapport sont quantitatifs, Peter Larmour (page 309) démontre la valeur des évaluations qualitatives dans un projet portant sur l'évaluation des systèmes de lutte contre la corruption (« systèmes nationaux d'intégrité ») dans douze États insulaires du Pacifique. Le projet a démontré que, si de nombreux États sont dotés de dispositions réglementaires adéquates contre les pots-de-vin et les conflits d'intérêts, les actes de corruption demeurent difficiles à définir et à poursuivre et la frontière entre les rôles officiels et non officiels est souvent floue. Ce type de conclusions ne peut ressortir que d'une étude approfondie par pays, comportant des évaluations d'experts, impliquant les intervenants locaux (par le biais d'interviews et de groupes de discussion) et reposant sur un cadre méthodologique clair qui permette des comparaisons entre les pays.

L'Indice d'intégrité publique en Colombie (page 319) repose également sur des études qualitatives des systèmes d'intégrité au niveau national, utilisées ensuite pour traduire ces données qualitatives en notes et classements. Les experts ont noté 80 indicateurs, qui ont été examinés par des pairs puis synthétisés pour former un indice général, lequel a donné lieu à un classement des pays de très faibles à forts (aucun pays ne se classant comme « très fort ») en termes d'intégrité publique. Le système des Nations Unies a aussi produit un catalogue fourni d'études par pays, enrichi tout récemment par son évaluation de la transparence et de la responsabilité dans la région arabe (page 348).

Faire le point

Le *Rapport mondial sur la corruption 2005* offre des résumés des plus récents travaux de recherche sur la corruption, qui reflètent l'expertise grandissante et l'intérêt croissant porté à cette question. Si ces études indiquent qu'il est nécessaire de maintenir et d'améliorer les ensembles de données internationales (comme l'enquête sur l'environnement et les performances des entreprises – enquête BEEPS – et les enquêtes internationales sur les victimes de la criminalité – les EIVC – ainsi que les propres instruments de Transparency International que sont l'Indice de perceptions de la corruption, page 298, et le Baromètre mondial de la corruption, page 306), elles démontrent aussi la richesse de l'analyse nationale et même infranationale, en particulier en matière de travail de diagnostic et d'orientation stratégique. Après dix années à l'avant-garde de

la lutte contre la corruption, Transparency International et ses partenaires détiennent de plus en plus de preuves de la manière dont la corruption dégrade les institutions publiques et le milieu tant économique que physique. Toutefois, nous disposons également d'indications nous permettant de dire que les nombreuses forces en œuvre dans la lutte contre la corruption pourraient avoir un impact.

Notes

1. Directrice, Recherche et stratégie, Transparency International.